

Edito :

Satisfaire les revendications pour le progrès social

Le résultat de l'élection présidentielle au soir du 6 mai a été d'abord, un grand « ouf » de soulagement. Mais, c'est surtout la sanction d'une politique ultralibérale, antisociale et autoritaire, d'une complicité proclamée entre l'Elysée et l'oligarchie.

L'élection de François Hollande est un rejet de 5 ans de Sarkozysme. Elle est aussi l'indice d'une puissante aspiration au changement, à un autre partage des richesses, à l'égalité, à la justice et au progrès social.

Dans ce contexte nouveau, le mouvement syndical et la CGT en particulier, ont des responsabilités, celles de réaffirmer en toutes circonstances, la légitimité de l'action syndicale pour faire entendre nos exigences revendicatives.

L'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas de vraie politique sociale sans un mouvement capable de l'imposer.

Dans les semaines et mois à venir, nous ne devons rien lâcher en construisant des mobilisations suffisamment fortes pour imposer nos revendications.

D'ores et déjà, les retraités et à l'appel de l'UFR ont rendez-vous avec la journée nationale d'action du 7 juin en direction de la Poste et de France Télécom.

Avec aussi, l'inter-UCR, en direction des candidats aux élections législatives.

**Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,60€**

La pension à 1700€, c'est possible dès maintenant

Ecartée du débat par la plupart des candidats à la Présidentielle, la question du pouvoir d'achat est pourtant une des préoccupations majeures des salariés et des retraités. En effet, comment accepter dans un pays comme le notre, qu'une partie importante de la population retraitée soit privée durablement de conditions de vie décentes ? Le débat de la dernière conférence de notre UFR a démontré à partir d'exemples concrets, qu'il n'est pas possible de vivre aujourd'hui avec une pension inférieure à 1700€. Alors, le 7 juin en direction de la Poste et de France Télécom, avec les USR vers les candidats aux élections législatives, démontrons que nos exigences revendicatives en matière de relèvement des pensions pour tous, c'est possible, c'est nécessaire dès maintenant !

1^{er} mai 2012

Près de 800 000 manifestants dans la rue, c'est la réponse sans équivoque des salariés et retraités aux insultes et provocations de Sarkozy. En faisant entendre leurs revendications, ils ont confirmé que cette journée est un rendez vous de luttes syndicales et cela depuis 1886. Quand au drapeau rouge, c'est celui du sang versé par les ouvriers tués par la police de Chicago cette année là. Il est toujours bon de rappeler que la « fête du vrai travail » était une invention de Pétain.

Victoire pour les postiers landais

Après 15 jours de lutte, les facteurs de Saint-Vincent-de-Tyrosse ont gagné des postes. Dans une région en forte augmentation démographique, ou le trafic augmente, la Poste a du revoir sa copie. Un exemple à suivre.

7 juin : on lâche rien sur nos revendications

La journée nationale d'action décidée par notre conférence de Ronce les Bains s'inscrit dans la poursuite des actions de décembre 2011 et mars 2012 auprès des directions d'entreprises de notre secteur. Prestations sociales, mutuelle, social entreprise, pensions ... en bref, porter nos exigences revendicatives vers nos ex-employeurs. Déjà de nombreuses initiatives sont décidées comme en Bourgogne, en Ile de France, ou en Franche Comté. Plusieurs dizaines de sections départementales, dans le Loiret, les Bouches du Rhône, les Pyrénées Atlantiques, la Haute Garonne, le Nord... seront au rendez-vous ce jour là.

L'espérance de vie en bonne santé chute

En 2010, les Françaises avaient une espérance de vie de 85,3 ans (contre 84,8 en 2008) et les hommes de 78,2 ans (contre 77,8 ans), la France championne de la longévité de vie des femmes connaît un recul de l'espérance de vie en bonne santé depuis quelques années. Celle des femmes passe de 64,6 ans à 63,5 ans et celle des hommes passe de 62,7 ans à 61,9 ans entre 2008 et 2010. Le facteur déterminant de cette dégradation se situe plus particulièrement dans les agressions constantes sur les conditions de vie au quotidien et au travail et jusqu'aux fin de mois difficiles.

La citation du mois :

« Le bonheur est quelque chose qui se multiplie quand il se divise »

Paulo Coelho

Infos sociales

COGAS du 19 avril :

Beaucoup de promesses dans le plan d'action des activités sociales 2012, du saupoudrage, et un budget inférieur à 2011 : des « mesurette » pour les chèques vacances avec la possibilité d'ouvrir 2 plans par an (actifs et retraités) accompagnée de la baisse du plafond qui descend de 3200 € à 2000 € par an pour les actifs (au 1er mai) et reste à 1100 € pour les retraités. Le dispositif « jeunes postiers » est prolongé de 3 à 5 ans avec une épargne maximum de 960€. La CGT a dénoncé la baisse du plafond d'épargne pour les actifs et demandé l'augmentation du budget Chèques Vacances pour que tous les postiers actifs et retraités puissent en bénéficier. Concernant la restauration une augmentation de 10 centimes de la ristourne est consentie au 1er juillet 2012. La CGT a demandé la revalorisation de toutes les prestations d'action sociale avec effet du 1er janvier 2012.

Il faut rendre justice aux recalculés

Plusieurs centaines de retraités partis en retraite avec le dispositif « carrières longues » de la loi Fillon 2003, souvent poussés par leurs employeurs, se voient accusés de fraude. La Sécurité Sociale leur réclame des dizaines de milliers d'euros soit disant perçu à tort, sous prétexte que la circulaire d'application de janvier 2008 est plus précise et restrictive que le dispositif de 2004. Suite aux actions à Bayonne et Marseille de nombreux retraités ont été rétablis dans leurs droits. La CGT demande avec force que tous le soient.

Un Homme d'exception

Raymond Aubrac nous a quitté le 11 avril. La vie exemplaire de ce résistant de la première heure, impose le respect. Alors que ses parents sont morts en déportation, il est à l'origine du mouvement de résistance Libération Sud, siège au CNR. Arrêté par la gestapo, il leur échappera grâce au courage et à l'intervention de sa femme.

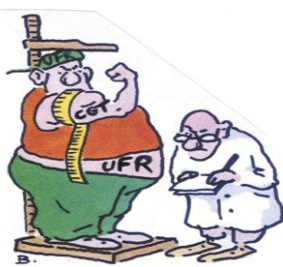
Profondément attaché aux idéaux de la résistance et de la démocratie, opposé au colonialisme et défenseur de la paix, il expliquera toutes ces valeurs dans les écoles et jusqu'à sa mort.

La Commission européenne milite pour l'éclatement du Smic

Le commissaire européen à l'Emploi a présenté à Bruxelles un document préconisant aux 20 pays de l'Union disposant d'un SMIC de l'éclater en autant de salaires minimaux qu'il y a de branches d'activité, utilisant deux arguments « *accroître la mobilité professionnelle d'une branche à l'autre* » et « *aider à éviter le phénomène croissant de pauvreté de ceux qui ont un emploi* ». En Allemagne cet éclatement a eu un effet contraire en accroissant les disparités et la pauvreté puisque 15,6 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté très loin de la moyenne européenne qui va 13,5% à de 10,3 %. Le vrai recours restant un SMIC européen sur la base d'un modèle français à 1700 € brut.

L'adhésion au centre des constructions revendicatives

L'objectif fixé à la conférence de l'UFR est de réaliser 200 adhésions pour l'année 2012. Le chiffre en lui-même est très accessible si l'on considère que cela représente en moyenne 2 adhésions par départements et qu'à ce jour des sections ont annoncé en avoir réalisées 1 ou 2, voire plus. Mais nous y parviendrons vraiment, que si toutes s'y mettent et placent cette question majeure du renforcement de notre UFR comme un défi à relever dans la construction du rapport de force en mettant l'adhésion au centre des constructions revendicatives en devenir.



Je m'informe aussi sur :
Le site internet de l'UCR :
www.ucr.cgt.fr
Le site internet de l'UFR :
www.cgt-fapt.fr

International...

L'Argentine veut son pétrole

La Présidente de ce pays a décidé de récupérer les ressources naturelles en expropriant la compagnie pétrolière YPF, filiale de l'espagnol Tepsol. Elle n'entend pas en rester là. D'autres activités comme l'or, le cuivre pourrait repasser dans le giron de l'Etat.

Palestine : Près de 2000 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont lancé une grève de la faim pour exiger la fin de la détention, de l'isolement et autres mesures punitives, parmi lesquelles le refus des visites familiales.

Grèce : un message fort

Le 6 mai, les grecs étaient appelés à élire leurs députés. Les résultats de cette consultation ont été marqués par une défaite spectaculaire des partis membres de la « coalition d'union nationale » qui a infligé au peuple grec avec une rare violence des mesures d'austérité exigées par les marchés, le patronat et l'Union Européenne. Il s'agit d'un signal fort qui doit être entendu en Grèce, et dans toute l'Europe.

Mumia doit être libéré !

La condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal avait été jugée anticonstitutionnelle après 30 ans d'acharnement. Pour autant, Mumia est toujours emprisonné. Une campagne internationale de lettre pétition pour la libération de Mumia est engagée en direction du ministre de la justice des USA.

Espagne : c'est non aux coupes budgétaires

Des plans d'austérité à les saigner, un taux de chômage à 24,44% qui monte jusqu'à 52,01% chez les moins de 25 ans, 22% de la population sous le seuil de la pauvreté, les espagnols sont descendus dans la rue par centaines de milliers le 29 avril pour dire « stop » çà suffit !

Allemagne : les grèves s'amplifient dans la métallurgie pour des revendications salariales. Le 3 mai, 115 000 salariés ont débrayé à l'appel du syndicat IG Métall.